

# BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 18 – du 1er mai au 8 mai 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH  
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION  
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

## ZOOM : ÉGYPTÉ - UNE RELANCE COMPLEXE DU SECTEUR GAZIER

**La production gazière en Égypte poursuit son déclin en 2025, accentuant la dépendance du pays aux importations.** La production gazière nationale est estimée à 4,3 Mds de pieds cubes par jour (cfd) en janvier 2025 (contre 4,6 Mds en janvier 2024), pour une demande de 6,2 Mds. Déjà dépendante d'environ 1 Md de cfd de gaz acheminé par gazoduc depuis Israël, l'Égypte a également importé 1,1 M de tonnes de GNL pour sécuriser son approvisionnement au cours du premier trimestre 2025, pourtant caractérisé par une demande plus faible en saison hivernale. La baisse de production du champ Zohr, dont les volumes ont été divisés par plus de deux depuis 2019, constitue le principal facteur du recul global de la production gazière en Égypte. Ces difficultés ont entraîné une contraction de 92% des exportations de gaz naturel entre 2022/23 et 2023/24, ramenées de 7,2 Mds USD à 605 M USD sur la période. Ainsi, l'Égypte est passée d'exportateur net à importateur net, accentuant le déficit commercial qui atteint 10,3% du PIB durant l'exercice 2023/24. En outre, les importations de gaz pèsent significativement sur le budget de l'État, en particulier en raison de coûts de transaction élevés.

### LE CHIFFRE À RETENIR

**-92%**

CONTRACTION DES  
EXPORTATIONS DE GAZ  
NATUREL SUR UN AN

**Dans le cadre de sa stratégie de relance de la production nationale de pétrole et de gaz, le ministère égyptien du Pétrole multiplie les initiatives pour ouvrir de nouvelles zones offshore à l'exploration, notamment en Méditerranée.** Alors que Chevron a entamé le forage du puits Khanjar-1, ExxonMobil celui du puits Nefertari-1, Eni prévoit deux nouveaux forages sur le champ de Zohr en 2025. Au premier trimestre 2025, plusieurs entreprises ont répondu à l'appel d'offres international lancé par la compagnie égyptienne de gaz naturel (EGAS) à l'été 2024 concernant quatre nouvelles zones d'exploration offshore en Méditerranée. En outre, neuf autres blocs onshore, dont quatre situés dans des champs opérés par les sociétés publiques égyptiennes feront l'objet de « nouveaux développements » pour accroître leurs niveaux de productivité.

**Les perspectives d'exploitation de nouveaux champs en mer Rouge demeurent à l'inverse non garanties.** En 2019, la South Valley Petroleum Holding Company – filiale du ministère égyptien du Pétrole – avait attribué trois blocs d'exploration offshore à Shell, Chevron et au fonds souverain d'Abu Dhabi Mubadala. Les activités d'exploration sur ces concessions ont représenté un investissement initial de 326 M USD. Toutefois, en avril 2025, les trois entreprises ont annoncé la fin de leurs activités en mer Rouge, jugeant les résultats des études sismiques peu prometteurs et l'exploitation économiquement non rentable. Elles ont ainsi renoncé à l'exploitation des champs, préférant réorienter leurs investissements en Méditerranée.

**Dans un contexte de déclin de la production gazière, le gouvernement multiplie les incitations à destination des investisseurs étrangers,** notamment à travers la possibilité d'exporter une part de la production. L'Égypte prévoit également de rehausser le prix d'achat du gaz naturel auprès de certains partenaires étrangers, sur des sites ciblés, dans le cadre d'accords bilatéraux. Cette orientation vise également à rassurer le secteur privé au regard des importants arriérés de paiement des sociétés publiques égyptiennes et tensions de liquidité qui ont conduit certaines entreprises à réduire leurs activités dans le pays.

Service Économique du Caire

## ÉGYPTE

### 1. L'INDICE PMI À 48,5 PB EN AVRIL

L'indice des directeurs d'achat (PMI) de l'Égypte a été ramené de 49,2 en mars à 48,5 en avril, soit son niveau le plus bas depuis le début de l'année 2025. L'enquête souligne le ralentissement marqué de la demande internationale et intérieure, entraînant une contraction des nouvelles commandes et de la production manufacturière. La forte hausse des coûts des intrants, notamment du carburant, des matériaux et des salaires, a conduit les entreprises à réduire leurs achats et leurs effectifs. Malgré ces pressions, les prix à la production sont restés stables, mettant fin à une période de hausse ininterrompue de plus de quatre ans et demi. La plupart des entreprises interrogées ont maintenu leurs prix stables dans un contexte de faibles ventes. Les perspectives d'activités affichent un regain d'optimisme, le plus élevé depuis trois mois, bien que la confiance reste faible par rapport à la tendance à long terme.

### 2. MISSION DU FMI AU CAIRE DANS LE CADRE DE LA 5<sup>ÈME</sup> REVUE DU PROGRAMME EN COURS

Une mission du FMI est actuellement au Caire dans le cadre de la préparation de la cinquième revue du programme de facilité élargie de crédit. La quatrième revue du programme, achevée en mars dernier, avait permis un versement de 1,2 Md USD. L'adoption de la cinquième revue doit ouvrir la voie à un nouveau versement de 1,2 Md USD, portant le total des décaissements à 4,4 Mds USD depuis le lancement du programme en décembre 2022.

### 3. LA SOCIÉTÉ EETC ACQUIERT LE STATUT D'OPÉRATEUR INDÉPENDANT

Le 29 avril, le gouvernement égyptien a officiellement acté la séparation de la Société égyptienne de transport d'électricité (EETC) de sa maison-mère, la Holding égyptienne d'électricité (EEHC), conformément aux dispositions de la loi n°87 de 2015. Cette loi prévoit la séparation des activités de production, de transport et de distribution d'électricité, en vue de favoriser l'émergence d'un marché concurrentiel, une condition essentielle pour attirer les investisseurs et accroître la participation du secteur privé. Dans ce cadre, EETC acquiert le statut d'opérateur indépendant, chargé de l'exploitation, du développement, de l'entretien et de la maintenance du réseau de transmission. EEHC concentre désormais ses activités sur la production d'électricité – en opérant la majorité des centrales thermiques du pays – ainsi que sur la distribution, assurée à travers ses nombreuses filiales. Cette évolution s'inscrit dans les

priorités stratégiques de l'Égypte, qui est contrainte de développer et moderniser son réseau électrique pour permettre l'intégration de 22 GW de capacités d'énergies renouvelables actuellement en cours de développement.

## IRAK

### 1. SIGNATURE DE CONVENTIONS DE FINANCEMENT AVEC L'AFD DANS LE DOMAINE DE L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT

La ministre des finances, Taïf Sami Mohammed, et l'ambassadeur de France, Patrick Durel, ont signé le 6 mai les conventions de financement de deux prêts de l'Agence Française de Développement (AFD) dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Le premier, d'un montant de 30 M€ est un financement complémentaire d'un prêt de 80 M€ octroyé et signé en 2021. D'une durée de 17 ans, il vise à financer la construction de 105 km de réseaux d'eaux usées, de 65 km de réseaux d'eaux pluviales et d'une station de traitement des eaux usées dans la ville d'Al-Khalidiya (province d'Anbar). Le second prêt, de 100 M€ sur 16 ans, soutient la réalisation d'environ 160 km de réseaux combinés et une station de traitement à Al-Hamza (province de Qadisiya). Ces financements incluent des actions de formation et l'acquisition d'équipements pour l'exploitation et la maintenance des installations. Ces projets répondent à des besoins critiques liés à la gestion de l'eau en Irak qui fait l'objet d'une forte attention des autorités après plusieurs années de sécheresse et une forte croissance démographique depuis 1960. Les appels à manifestation d'intérêt pour les services de consultance des deux projets ont été publiés par l'AFD début janvier 2025. L'évaluation des dossiers est en cours par et l'appel d'offres sera lancé prochainement.

### 2. SIGNATURE DE DEUX CONTRATS DE MAINTENANCE DE CENTRALES ÉLECTRIQUES AVEC SIEMENS ENERGY

Deux contrats de maintenance ont été signés le 1<sup>er</sup> mai en présence du Premier Ministre Mohammed Al-Soudani, du ministre de l'Électricité Ziad Ali Fadhel et du président de Siemens Energy. Le premier prévoit la maintenance à long-terme de la centrale à gaz de Dibis (340 MW) dans la province de Kirkouk et le second la maintenance pour cinq ans de la centrale thermique d'Al-Mussayib dans la province de Babel. Ce dernier comprend la réhabilitation de plusieurs unités de production d'une capacité de 750 MW ainsi que l'ajout de 150 MW supplémentaires dans le réseau. Ces projets s'inscrivent dans la troisième phase du partenariat stratégique entre l'Irak et l'Allemagne visant à renforcer la production électrique du pays. Le secteur énergétique irakien bénéficie d'investissements massifs destinés à accroître les



capacités de production et à moderniser les infrastructures afin de répondre à une demande en forte croissance.

## IRAN

### 1. PRIVATISATIONS : CROUSE PREND ENFIN LE CONTRÔLE D'IRAN KHODOR

Après que le groupe Iran Khodro, premier constructeur automobile du pays, a rendu publique une perte cumulée de 1,3 M Mds IRR (1,6 Mds \$ au taux du marché libre) en 2024, le Conseil de coordination économique a décidé, le 3 février 2025, de transférer au secteur privé 5 % des parts que détenait l'État dans son capital. Cette décision, initialement rejetée par le Conseil de la Concurrence - chargé de lutter contre les monopoles, les distorsions de concurrence et les discriminations tarifaires - ainsi que par 140 parlementaires, a été réexaminée par le tribunal administratif qui a rendu un avis favorable le 9 avril 2025, validant ainsi le plus grand projet de privatisation du pays. Suite à cette décision judiciaire, l'assemblée générale d'Iran Khodro a entériné, à la courte majorité de 50,11 %, la nomination de la société Crouse comme principal actionnaire, avec l'attribution de trois des cinq sièges du conseil d'administration. Fondée en 1982, la société Crouse est le premier équipementier automobile iranien. En 2023, elle était classée au 59<sup>ème</sup> rang des entreprises du pays avec un chiffre d'affaires de 0,34 M Mds IRR (environ 680 M\$ au taux du marché libre) et un effectif de 14 000 employés. En septembre 2016, elle avait acquis 62 % des parts du quatrième constructeur automobile du pays, le groupe Bahman.

### 2. PLAN DIRECTEUR DE LA BANQUE CENTRALE POUR 2025/2026

Selon son gouverneur, le plan de la Banque Centrale d'Iran pour l'année 1404 (2025/2026) s'articule autour des axes suivants :

**i) Renforcement du contrôle et de la surveillance des financements accordés aux producteurs pour leurs besoins en fonds de roulement (BFR),** afin de garantir que ces crédits soient effectivement utilisés à des fins productives,

**ii) Classification des banques en six groupes :** banque universelle, banque spécialisée, banque commerciale, banque de développement, banque de crédit social (gharz-al-hasaneh) et banque d'épargne. Actuellement, les banques proposent des services similaires, ce qui engendre une forte concurrence des taux d'intérêt sur les dépôts,

**iii) Retrait des banques des activités de gestion directe des entreprises.** En d'autres termes, les

banques ne doivent pas gérer elles-mêmes des sociétés ou s'engager dans d'autres secteurs que le leur. Elles devront par conséquent céder leurs participations non bancaires,

**iv) Augmentation du ratio de solvabilité (CAR) du système bancaire à 12 M Mds IRR (soit environ 15 Mds \$ au taux du marché libre).** Le seuil minimal de CAR exigé pour chaque banque est fixé à 0,2 M Mds IRR. En 1403 (2024/2025), 11 banques respectaient ce seuil, tandis que 9 banques affichaient un ratio de solvabilité négatif. Le CAR global du système bancaire iranien est passé de 3,3 M Mds IRR en 1401 (2022/2023) à 5,5 M Mds IRR en 1403 (2024/2025), soit une hausse de 67 % sur la période,

**v) Réduction du déséquilibre de liquidités dans le système bancaire,** par la cession des actifs non liés aux activités bancaires et le recouvrement des créances de l'État envers les banques. Ces mesures devraient permettre de réduire de 2 M Mds IRR les découverts du système bancaire,

**vi) Amélioration du système de reporting financier et lutte contre le blanchiment.** En 1403 (2024/2025), la BCI a identifié 27 M Mds IRR de transactions liées aux activités de blanchiment.

## ISRAËL

### 1. LES DOMMAGES ÉCONOMIQUES DES RÉCENTS INCENDIES EN COURS D'ÉVALUATION

De violents incendies ont frappé la région ouest de Jérusalem du 30 avril au 1<sup>er</sup> mai 2025, perturbant les célébrations officielles liées au Jour de l'Indépendance. Ils ont détruit au moins 2 000 Ha de terres dont 1 300 Ha de forêts, d'après l'Autorité israélienne des incendies et des secours. Épaulées par 12 avions, jusqu'à 163 équipes de pompiers ont été mobilisées pour éteindre les flammes alors que plus de 16 000 résidents ont été évacués de leurs logements. Les dommages économiques sont en cours d'évaluation par le Ministère des Finances mais les autorités s'attendent à ce qu'ils se chiffrent à plusieurs centaines de millions de shekels.

### 2. SUSPENSION DES VOLS DE PLUSIEURS COMPAGNIES AÉRIENNES

Le 4 mai, suite à l'impact direct à proximité de l'aéroport Ben Gourion d'un missile tiré par les Houthis du Yémen, de nombreuses compagnies aériennes étrangères ont décidé de suspendre leurs vols à destination et en provenance de Tel Aviv. En parallèle, les compagnies aériennes israéliennes (El Al, Israir, Arkia) ont ajouté des vols pour rapatrier des Israéliens bloqués à l'étranger. British Airways et Wizz Air ont suspendu leurs vols vers Israël jusqu'au 8 mai. Air India

a interrompu ses vols jusqu'au 9 mai et United Airlines jusqu'au 10 mai. Le groupe Lufthansa (Lufthansa, Austrian Airlines, Swiss, Brussels Airlines et EuroWings) a décidé la cessation de ses vols jusqu'au 12 mai et Air France et Transavia ne devraient reprendre leurs liaisons que le 14 mai. Delta Airlines a suspendu ses vols jusqu'au 22 mai. En revanche, Ryanair, Aegean, Azerbaijan Airlines, Iberia Express, Air Europa et Lot ont repris leurs vols vers Israël dès le 7 mai. À noter que le cours de l'action El Al a augmenté de 12% au cours des trois premiers jours de bourse de cette semaine.

### 3. LE BUDGET 2025 N'A PAS PRIS EN COMPTE UNE MOBILISATION DE LONGUE DURÉE ET DE GRANDE AMPLIEUR DES RÉSERVISTES

L'appel de dizaines de milliers de réservistes par les Forces de défense israéliennes (IDF) le 4 mai pourrait bouleverser le budget 2025. Le budget de défense actuel s'élève à 110 Mds ILS, dont 15 à 17 Mds ILS sont destinés à couvrir les dépenses liées aux réservistes. Un soldat de réserve coûte près de 1 000 ILS par jour. Dans le cadre du budget 2025, le gouvernement avait prévu une enveloppe exceptionnelle de 10 Mds ILS en cas d'escalade et de nouveaux combats, mais cette source de financement a déjà été largement utilisée et il n'en reste que 3 Mds ILS. Des responsables du Ministère des Finances avertissent que l'intensification des opérations militaires à Gaza pourrait coûter à l'économie près de 15 Mds ILS supplémentaires (environ 4 Mds USD) et compromettre la stabilité budgétaire de l'État. Si la mobilisation des réservistes s'étend, le gouvernement pourrait ainsi être contraint à des coupes budgétaires dans les dépenses civiles, à des augmentations de taxes, ou à un amendement budgétaire qui creusera inévitablement le déficit.

## JORDANIE

### 1. HAUSSE DES EXPORTATIONS VERS LA SYRIE DÉBUT 2025

Selon les données du département des statistiques (DoS), les exportations jordaniennes nationales à destination de la Syrie se sont élevées à 35 M JOD (49 M USD) au cours des deux premiers mois de 2025, contre 6 M JOD (8 M USD) au cours de la même période en 2024, ce qui représente une augmentation de +483 % en glissement annuel (g.a.). Les principaux produits exportés seraient, à ce stade, du ciment et des légumes.

### 2. FITCH MAINTIEN À « BB- » LA NOTE SOUVERAINE DE LA JORDANIE

Fitch Ratings maintient la note de « BB- » attribuée à la Jordanie avec une perspective stable. La décision de l'agence de notation s'appuie sur la mise en œuvre par

les autorités jordaniennes d'un ensemble de réformes et sur le maintien de la stabilité politique et économique du Royaume malgré le contexte régional. Fitch mentionne également le soutien financier constant des bailleurs de fonds. La dette, l'augmentation du déficit courant et les risques géopolitiques voisins constituent les principales contraintes à une réévaluation à la hausse de la note de la Jordanie.

## LIBAN

### 1. LES EAU LÈVENT L'INTERDICTION DE VOYAGER AU LIBAN

Les Émirats Arabes Unis ont annoncé le 1<sup>er</sup> mai avoir levé l'interdiction de voyager au Liban imposée à leurs ressortissants, qui était en vigueur depuis mi-2023. D'après les statistiques officielles libanaises, le nombre des touristes émiriens a été ramené de 47 000 en 2010 à 400 en 2024, dans un contexte de dégradation sécuritaire et de crispations géopolitiques. Les autorités libanaises espèrent une relance des arrivées touristiques des ressortissants du Golfe – dont la propension à l'achat est plus élevée – afin de relancer l'industrie touristique. L'Arabie Saoudite, dont le nombre de touristes est passé de 188 000 en 2010 à 2 800 en 2024, a également indiqué étudier une levée des restrictions. Néanmoins, l'attractivité de la destination Liban pour les touristes des pays du Golfe, qui ne fréquentent quasiment plus le pays, est incertaine, d'autant que le Liban, sa réputation et ses infrastructures sortent très affaiblis d'une crise ayant divisé le PIB par deux et d'une guerre ayant généré des besoins de reconstruction de 11 Md\$. Le secteur du tourisme s'est aujourd'hui recentré sur les retours saisonniers de la diaspora libanaise, qui constituent la grande majorité des arrivées touristiques.



SYRIE

1. LA SYRIE RENOUVELLE SON CONTRAT AVEC CMA-CGM POUR L’EXPLOITATION DU PORT DE LATTAKIÉ

La société française CMA-CGM a signé avec les autorités syriennes le 1<sup>er</sup> mai le contrat de la concession du terminal à conteneurs du port de Lattaquié pour une durée de 30 ans. Ce contrat a été signé au palais présidentiel de Damas, avec l’autorité générale des ports terrestres et maritimes et en présence du président syrien Ahmad Al Sharaa. Le directeur du port, Ahmed Moustafa, a indiqué que le contrat prévoit un investissement de 230 M EUR, avec une tranche de 30 M EUR la première année. Au cours des quatre années qui suivront, un nouveau quai devrait être construit pour un montant total d’environ 200 M EUR. Ce nouveau quai, positionné au sein du terminal à conteneurs du port, devrait être d’une longueur de 1,5 kilomètre et d’une profondeur de 17 mètres. Il s’agit du premier contrat d’investissement important d’une société internationale en Syrie.

TERRITOIRES PALESTINIENS

1. LA SUSPENSION DES PERMIS DES TRAVAILLEURS PALESTINIENS DEPUIS LE DÉBUT DE LA GUERRE À CONDUIT À LA PERTE DE 150 000 EMPLOIS ET 3 Mds\$ EN 2024

Selon un [rapport](#) publié le 8 mai 2025 par l’Organisation internationale du Travail sur la situation dans les Territoires palestiniens, 155.000 travailleurs palestiniens de Cisjordanie, qui travaillaient en Israël, ont perdu leur emploi depuis le début de la guerre, provoquant des pertes de revenus annuels de 3 Mds USD. En 2024, 31.000 Palestiniens continuaient de travailler sur le marché israélien, dont 16.000 en Israël et 15.000 au sein des colonies. Selon des sources concordantes, le nombre de travailleurs traversant les frontières de manière clandestine avoisinerait les 40.000.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

|                                              | SOURCE                   | ÉGYPTE | IRAK | IRAN | ISRAËL | JORDANIE | LIBAN | TP     | SYRIE |
|----------------------------------------------|--------------------------|--------|------|------|--------|----------|-------|--------|-------|
| POPULATION (MILLIONS) – 2024                 | FMI / WEO                | 107    | 44   | 87   | 10     | 11       | 5,4   | 5,3*   | 25*   |
| PIB (Mds USD) – 2024 <sup>E</sup>            | FMI / WEO                | 383    | 277  | 401  | 540    | 53       | 28    | 14*    | 21*   |
| PIB / HAB. (USD) – 2024 <sup>E</sup>         | FMI / WEO                | 3570   | 6247 | 4633 | 54192  | 4693     | 5282  | 2593*  | 869*  |
| CROISSANCE PIB RÉEL (%) – 2024 <sup>E</sup>  | FMI / WEO                | 2,4    | 0,3  | 3,5  | 0,9    | 2,5      | -7,5  | -26,6* | -1,5* |
| SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) – 2024 <sup>E</sup> | FMI / WEO                | -7,1   | -1,5 | -4,1 | -8,3   | -8,3     | 0,4   | -9,5*  | -3,1* |
| DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2024 <sup>E</sup>   | FMI / WEO                | 91     | 43   | 37   | 68     | 96       | 164   | 86*    | n/a   |
| RATING COFACE 2024                           | COFACE                   | C      | E    | E    | A4     | C        | D     | n/a    | n/a   |
| INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)              | STATISTIQUES OFFICIELLES | 13,6   | 2,6  | 36   | 3,3    | 1,6      | 14,2  | 48,9   | 15    |
| PMI MENSUEL                                  | STATISTIQUES OFFICIELLES | 50,1   | n/a  | 48,7 | 50,2   | n/a      | 47,6  | n/a    | n/a   |
| EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024          | DOUANES FRANÇAISES       | 1792   | 426  | 255  | 1714   | 306      | 426   | 28     | 29    |
| IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024          | DOUANES FRANÇAISES       | 1158   | 1949 | 48   | 1386   | 43       | 92    | 4      | 6     |

\* = DONNÉES BANQUE MONDIALE

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D’UN PAYS  
A1 TRÈS FAIBLE / A2 PEU ÉLEVÉ / A3 SATISFAISANT / A4 CONVENABLE / B ASSEZ ÉLEVÉ / C ÉLEVÉ / D TRÈS ÉLEVÉ / E EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES  
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : [beyrouth@dgtrésor.gouv.fr](mailto:beyrouth@dgtrésor.gouv.fr)